

## TRADUCTION

## AUTORITE FLAMANDE

## Agriculture et Pêche

[C – 2020/30430]

**26 MARS 2020. — Arrêté ministériel modifiant les articles 1 et 7 de l'arrêté ministériel du 23 juin 2015 fixant la demande unique et les modalités de l'identification commune de parcelles, d'exploitations et de terres agricoles dans le cadre de la politique relative aux engrais et de la politique de l'agriculture**

**Fondement juridique**

Le présent arrêté est fondé sur :

- le décret du 28 juin 2013 relatif à la politique de l'agriculture et de la pêche, l'article 4, 1<sup>o</sup>, a), inséré par le décret du 26 avril 2019 ;

- l'arrêté du Gouvernement flamand du 24 octobre 2014 fixant les règles relatives aux paiements directs en faveur des agriculteurs au titre des régimes de soutien relevant de la politique agricole commune, l'article 27, alinéa 2.

**Formalités**

Les formalités suivantes sont remplies :

- L'Inspection des Finances a donné son avis le 19 mars 2020.

- L'avis du Conseil d'État n'a pas été demandé, en application de l'article 3, § 1 des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973. L'urgence est motivée par le fait que, en raison de la crise du coronavirus (COVID-19), la soumission dans le délai fixé est devenue impossible pour l'année en cours, et que la sécurité juridique doit être assurée dans les plus brefs délais, notamment à l'égard des agriculteurs et de leurs conseillers. La date limite de soumission a été fixée au 30 avril 2020. La soumission est précédée d'études et de travaux préparatoires qui ne peuvent avoir lieu actuellement en raison de la crise COVID-19. La sécurité juridique immédiate est assurée en prolongeant dès maintenant le délai de soumission jusqu'au 15 mai 2020.

**Motivation**

Le présent arrêté est fondé sur les motifs suivants :

- La date limite de soumission de la demande unique sera le 15 mai au lieu du 30 avril pour la campagne 2020, et ce à titre unique. Cette modification est apportée dans le cadre de la lutte contre le virus COVID-19. En vue de soumettre la demande unique, les conseillers se rendent chez les agriculteurs ou les rencontrent dans les bureaux des conseillers. Un grand nombre de ces rendez-vous sont actuellement reportés, ce qui rend la soumission en temps utile pour le 30 avril impossible. Le Règlement d'exécution (UE) n° 809/2014 de la Commission du 17 juillet 2014 établissant les modalités d'application du Règlement (UE) n° 1306/2013 du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne le système intégré de gestion et de contrôle, les mesures en faveur du développement rural et la conditionnalité, prévoit comme date limite de soumission le 15 mai.

LA MINISTRE FLAMANDE DE L'ÉCONOMIE, DE L'INNOVATION,  
DE L'EMPLOI, DE L'ÉCONOMIE SOCIALE ET DE L'AGRICULTURE ARRÊTE :

**Article 1<sup>er</sup>.** L'article 1, 6<sup>o</sup>/1 de l'arrêté ministériel du 23 juin 2015 fixant la demande unique et les modalités de l'identification commune de parcelles, d'exploitations et de terres agricoles dans le cadre de la politique relative aux engrais et de la politique de l'agriculture, inséré par l'arrêté ministériel du 18 mars 2019, est complété par la phrase suivante :

« Par dérogation à ce qui précède, la date limite de soumission pour l'année civile 2020 est fixée au 15 mai ; ».

**Art. 2.** L'article 7, premier alinéa du même arrêté est complété par la phrase suivante :

« Par dérogation à ce qui précède, la demande unique est soumise au plus tard le 15 mai dans l'année civile 2020. ».

**Art. 3.** Le présent arrêté produit ses effets à partir de la date de sa signature par le ministre.

Bruxelles, le 26 mars 2020.

La ministre flamande de l'Économie, de l'Innovation, de l'Emploi,  
de l'Économie sociale et de l'Agriculture,  
H. CREVITS

## REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

## SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2020/30464]

**26 MARS 2020. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 mars 2020 relatif à l'octroi d'indemnités compensatoires dans le cadre des mesures contre le coronavirus COVID-19. — Erratum**

L'arrêté susmentionné, publié au *Moniteur belge* du 30 mars 2020, à la page 21915, est remplacé par le texte qui suit :

« SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

**26 MARS 2020. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 mars 2020 relatif à l'octroi d'indemnités compensatoires dans le cadre des mesures contre le coronavirus COVID-19**

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 11 mars 2004 relatif aux incitants régionaux en faveur des petites ou moyennes entreprises, article 10;

Vu le décret du 15 décembre 2011 portant organisation du budget, de la comptabilité et du rapportage des unités d'administration publique wallonnes;

Vu le décret du 19 décembre 2019 contenant le budget général des dépenses de la Région wallonne pour l'année budgétaire 2020;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 juin 2017 portant organisation des contrôle et audit internes budgétaires et comptables ainsi que du contrôle administratif et budgétaire des Services du Gouvernement wallon, des services administratifs à comptabilité autonome, des entreprises régionales, des organismes et du Service du Médiateur en Région wallonne;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 septembre 2019 fixant la répartition des compétences entre les Ministres et réglant la signature des actes du Gouvernement;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 26 septembre 2019 portant règlement du fonctionnement du Gouvernement wallon;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 mars 2020 relatif à l'octroi d'indemnités compensatoires dans le cadre des mesures contre le coronavirus COVID-19;

Vu le rapport du 18 mars 2020 établi conformément à l'article 3, 2°, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 26 mars 2020;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 26 mars 2020;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, article 3, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>;

Vu l'urgence;

Considérant les concertations entre les Gouvernements des entités fédérées et les autorités fédérales compétentes au sein du Conseil national de sécurité qui s'est réuni les 10, 12, et 17 mars 2020;

Considérant les arrêtés ministériels des 13, 18 et 23 mars 2020 portant des mesures d'urgence pour limiter la propagation du coronavirus COVID-19, modifié, en ce qui concerne celui du 23 mars 2020, par l'arrêté ministériel du 24 mars 2020;

Considérant l'article 191 du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne qui consacre le principe de précaution dans le cadre de la gestion d'une crise sanitaire internationale et de la préparation active à la potentialité de ces crises; que ce principe implique que lorsqu'un risque grave présente une forte probabilité de se réaliser, il revient aux autorités publiques d'adopter des mesures urgentes et provisoires;

Considérant la déclaration de l'OMS sur les caractéristiques du coronavirus COVID-19, en particulier sur sa forte contagiosité et son risque de mortalité;

Considérant la qualification par l'OMS du coronavirus COVID-19 comme une pandémie en date du 11 mars 2020;

Considérant que, en date du 16 mars 2020, l'OMS a relevé à son degré maximum le niveau de la menace liée au coronavirus COVID-19 qui déstabilise l'économie mondiale et se propage rapidement à travers le monde;

Considérant la propagation du coronavirus COVID-19 sur le territoire européen et en Belgique;

Considérant l'urgence et le risque sanitaire que présente le coronavirus COVID-19 pour la population belge;

Considérant qu'il est nécessaire, afin de ralentir et limiter la propagation du virus, d'ordonner immédiatement les mesures préconisées qui s'avèrent indispensables sur le plan de la santé publique;

Considérant que le danger s'étend au territoire de l'ensemble du pays; qu'il est dans l'intérêt général qu'il existe une cohérence dans la prise des mesures pour maintenir l'ordre public, afin de maximiser leur efficacité;

Considérant, dès lors, que les conséquences directes ou indirectes de la crise nécessitent une gestion au niveau régional;

Considérant que la crise est de nature à ralentir l'activité économique sur le territoire de la Région wallonne;

Considérant qu'il convient par conséquent de prendre les mesures nécessaires pour soutenir les entreprises;

Considérant que l'urgence est justifiée;

Sur proposition du Ministre de l'Economie;

Après délibération,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** L'article 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 3°, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 mars 2020 relatif à l'octroi d'indemnités compensatoires dans le cadre des mesures contre le coronavirus COVID-19 est complété par ce qui suit : « et qui, compte tenu de ses revenus professionnels, doit payer des cotisations à l'Institut national d'assurances sociales pour travailleurs indépendants (INASTI). ».

**Art. 2.** A l'article 4 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 1°, les mots « pour ce qui concerne les press-shops » sont insérés entre les chiffres « 47.62 » et les mots « et 47.73 »;

2° à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 5°, les mots « à l'exception du 96.021. » sont supprimés;

3° l'alinéa 2 est complété par ce qui suit :

« transports urbains et suburbains de voyageurs repris aux sous-classes 49.310 du Code NACE-BEL, lavage de véhicules automobiles repris aux sous-classes 45.206 du Code NACE-BEL, enseignement de la conduite de véhicules à moteurs repris aux sous-classes 85.531 du Code NACE-BEL, ainsi que pour le secteur événementiel repris aux sous-classes 82.300, 74.109, 90.023, 77.392 et 77.293 du Code NACE-BEL »;

4° l'alinéa 3 est abrogé;

5° à l'alinéa 4, les mots « L'indemnité compensatoire visée aux alinéas 1<sup>er</sup>, 2 et 3 » sont remplacés par les mots : « L'indemnité compensatoire visée aux alinéas 1<sup>er</sup>, et 2. »;

6° un alinéa est inséré entre l'alinéa 4 et l'alinéa 5, rédigé comme suit : « le paiement des indemnités est autorisé par un prestataire externe en dérogation à l'article 21, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, du décret du 15 décembre 2011 portant organisation du budget, de la comptabilité et du rapportage des unités d'administration publique wallonnes »;

7° à l'alinéa 5, les mots visés « à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 2 et 32 » sont remplacés par les mots « aux alinéas 1<sup>er</sup> et 2 ».

**Art. 3.** Le présent arrêté produit ses effets le 14 mars 2020.

**Art. 4.** Le Ministre de l'Economie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 26 mars 2020.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,  
E. DI RUPO

Le Ministre de l'Economie, du Commerce extérieur, de la Recherche et de l'Innovation, du Numérique,  
de l'Aménagement du territoire, de l'Agriculture, de l'IFAPME et des Centres de compétences,  
W. BORSUS

#### ÜBERSETZUNG

#### ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[C – 2020/30464]

**26. MÄRZ 2020 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 20. März 2020 über die Gewährung von Ausgleichsschädigungen im Rahmen der Maßnahmen zur Bekämpfung des Coronavirus COVID-19 — Erratum**

Der oben genannte, im *Belgischen Staatsblatt* vom 30. März 2020 auf Seite 21915 veröffentlichte Erlass wird durch folgenden Text ersetzt:

#### “ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

**26. MÄRZ 2020 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 20. März 2020 über die Gewährung von Ausgleichsschädigungen im Rahmen der Maßnahmen zur Bekämpfung des Coronavirus COVID-19**

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Dekrets vom 11. März 2004 über die regionalen Anreize für Klein- und Mittelbetriebe, Artikel 10;

Aufgrund des Dekrets vom 15. Dezember 2011 zur Organisation des Haushaltsplans und der Buchführung der Dienststellen der Wallonischen Regierung;

Aufgrund des Dekrets vom 19. Dezember 2019 zur Festlegung des allgemeinen Ausgabenhaushaltsplans der Wallonischen Region für das Haushaltsjahr 2020;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 8. Juni 2017 zur Organisation der internen Kontrolle und des internen Audits des Haushalts und der Buchführung sowie der Verwaltungs- und Haushaltskontrolle in den Dienststellen der Wallonischen Regierung, den Verwaltungsdiensten mit autonomer Buchführung, den regionalen Unternehmen, den Einrichtungen und dem Vermittlungsdienst der Wallonischen Region;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 13. September 2019 zur Festlegung der Verteilung der Zuständigkeiten unter die Minister und zur Regelung der Unterzeichnung der Regierungsurkunden;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 26. September 2019 zur Regelung der Arbeitsweise der Regierung;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 20. März 2020 über die Gewährung von Ausgleichsschädigungen im Rahmen der Maßnahmen zur Bekämpfung des Coronavirus COVID-19;

Aufgrund des Berichts vom 18. März 2020, der gemäß Artikel 3 Ziffer 2 des Dekrets vom 11. April 2014 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 1995 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen regionalen politischen Vorhaben erstellt wurde;

Aufgrund der am 26. März 2020 abgegebenen Stellungnahme des Finanzinspektors;

Aufgrund des am 26. März 2020 gegebenen Einverständnisses des Ministers des Haushalts;

Aufgrund der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat, Artikel 3 § 1 Absatz 1;

Aufgrund der Dringlichkeit;

In Erwägung der Konzertierungen zwischen den Regierungen der zuständigen föderierten Gebietskörperschaften und Föderalbehörden innerhalb des Nationalen Sicherheitsrats, der sich am 10., 12. und 17. März 2020 versammelt hat;

In Erwägung der Ministeriellen Erlasse vom 13., 18. und 23. März 2020 zur Festlegung von Dringlichkeitsmaßnahmen zur Eindämmung der Ausbreitung des Coronavirus COVID-19, abgeändert für den Ministeriellen Erlass vom 23. März 2020 durch die Ministeriellen Erlass vom 24. März 2020;

In Erwägung des Artikels 191 des Vertrags über die Arbeitsweise der Europäischen Union, in dem das Vorsorgeprinzip bei der Bewältigung einer internationalen Gesundheitskrise und der aktiven Vorbereitung auf die Möglichkeit solcher Krisen verankert ist; in der Erwägung, dass dieses Prinzip voraussetzt, dass es, wenn eine ernste Gefahr mit hoher Wahrscheinlichkeit eintreten wird, den Behörden obliegt, dringende und vorläufige Maßnahmen zu ergreifen;

In Erwägung der Erklärung der Weltgesundheitsorganisation (WHO) zu den Eigenschaften des Coronavirus COVID-19, insbesondere seiner hohen Ansteckungs- und Mortalitätsgefahr;

In der Erwägung, dass die Weltgesundheitsorganisation (WHO) das Coronavirus COVID-19 am 11. März 2020 als Pandemie qualifiziert hat;

In der Erwägung, dass die Weltgesundheitsorganisation (WHO) am 16. März 2020 die Bedrohung durch das Coronavirus COVID-19, das die Weltwirtschaft destabilisiert und sich schnell auf der ganzen Welt ausbreitet, auf die höchste Stufe angehoben hat;

In Erwägung der Verbreitung des Coronavirus COVID-19 auf europäischem Gebiet und in Belgien;

In Erwägung der Dringlichkeit und des Gesundheitsrisikos, das das Coronavirus COVID-19 für die belgische Bevölkerung darstellt;

In der Erwägung, dass es zur Verlangsamung und Begrenzung der Ausbreitung des Virus notwendig ist, unverzüglich die empfohlenen Maßnahmen anzuordnen, die sich unter dem Gesichtspunkt der öffentlichen Gesundheit als unerlässlich erweisen;

In der Erwägung, dass sich die Gefahr auf das gesamte Staatsgebiet erstreckt; dass es im allgemeinen Interesse liegt, dass bei der Ergreifung von Maßnahmen zur Aufrechterhaltung der öffentlichen Ordnung konsequent vorgegangen wird, um deren Wirksamkeit zu maximieren;

In der Erwägung, dass die direkten oder indirekten Folgen der Krise somit ein Management auf regionaler Ebene erfordern;

In der Erwägung, dass die Krise die wirtschaftliche Aktivität auf dem Gebiet der Wallonischen Region verlangsamen könnte;

In der Erwägung, dass folglich die erforderlichen Maßnahmen zu treffen sind, um die Unternehmen zu unterstützen;

In der Erwägung, dass die Dringlichkeit begründet ist;

Auf Vorschlag des Ministers für Wirtschaft;

Nach Beratung,

Beschließt:

**Artikel 1** - Artikel 1 Absatz 1 Ziffer 3 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 20. März 2020 über die Gewährung von Ausgleichsschädigungen im Rahmen der Maßnahmen zur Bekämpfung des Coronavirus COVID-19 wird wie folgt ergänzt: „, und die die aufgrund ihres Berufseinkommens Beiträge an das Landesinstitut der Sozialversicherungen für Selbständige (LISVS) zahlen muss.“.

**Art. 2** - In Artikel 4 desselben Erlasses werden die folgenden Abänderungen vorgenommen:

1° in Absatz 1 Ziffer 1 wird zwischen die Zahlen "47.62" und die Wortfolge "und 47.73" die Wortfolge ",was die Press-Shops betrifft," eingefügt;

2° in Absatz 1 Ziffer 5 wird die Wortfolge ", mit Ausnahme der Nummer 96.021" gestrichen;

3° Absatz 2 wird durch das Folgende ergänzt:

"Personenbeförderung im Nahverkehr zu Lande (ohne Taxis), angeführt in den Unterklassen 49.310 des NACE-BEL-Codes Waschen und Reinigen von Kraftfahrzeugen, angeführt in den Unterklassen 45.206 des NACE-BEL-Codes, Fahrschulen, angeführt in den Unterklassen 85.531 des NACE-BEL-Codes und für den Veranstaltungssektor, angeführt in den Unterklassen 82.300, 74.109, 90.023, 77.392 und 77.293 des NACE-BEL-Codes.“.

4° Absatz 3 wird aufgehoben;

5° in Absatz 4 wird die Wortfolge "Die Ausgleichsschädigung nach Absatz 1, 2 und 3" durch die Wortfolge "Die Ausgleichsschädigung nach Absatz 1 und 2" ersetzt;

6° zwischen die Absätze 4 und 5 wird ein Absatz mit folgendem Wortlaut eingefügt: "die Zahlung der Entschädigungen durch einen externen Dienstleister wird in Abweichung von Artikel 21 § 1 Absatz 2 des vom 15. Dezember 2011 zur Organisation des Haushaltsplans, der Buchführung und der Berichterstattung der wallonischen öffentlichen Verwaltungseinheiten genehmigt";

7° in Absatz 5 wird der Wortlaut "in Absatz 1, 2 und 3" durch den Wortlaut "in Absatz 1 und 2" ersetzt.

**Art. 3** - Der vorliegende Erlass wird am 14. März 2020 wirksam.

**Art. 4** - Der Minister für Wirtschaft wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 26. März 2020

Für die Regierung:

Der Ministerpräsident

E. DI RUPO

Der Minister für Wirtschaft, Außenhandel, Forschung und Innovation, digitale Technologien,  
Raumordnung, Landwirtschaft, das IFAPME und die Kompetenzzentren

W. BORSUS

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[C – 2020/30464]

**26 MAART 2020. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 20 maart 2020 betreffende de toekenning van compensatievergoedingen in het kader van de maatregelen tegen het coronavirus COVID-19. — Erratum**

Bovenbedoeld besluit, bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 30 maart 2020, op blz. 21295, wordt vervangen door volgende tekst :

"WAALSE OVERHEIDSDIENST

**26 MAART 2020. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 20 maart 2020 betreffende de toekenning van compensatievergoedingen in het kader van de maatregelen tegen het coronavirus COVID-19**

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 11 maart 2004 betreffende de gewestelijke incentives ten gunste van kleine en middelgrote ondernemingen, artikel 10;

Gelet op het decreet van 15 december 2011 houdende organisatie van de begroting, de boekhouding en de rapportage van de Waalse overheidsbestuurseenheden;

Gelet op het decreet van 19 december 2019 betreffende de algemene uitgavenbegroting van het Waalse Gewest voor het begrotingsjaar 2020;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 8 juni 2017 houdende organisatie van de controle en de interne audit inzake de begroting, de boekhouding en de administratieve en begrotingscontrole van de diensten van de Waalse Regering, de administratieve diensten met een zelfstandige boekhouding, de gewestelijke ondernemingen, de instellingen en de Ombudsdienst van het Waalse Gewest;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 13 september 2019 tot vaststelling van de verdeling van de ministeriële bevoegdheden en tot regeling van de ondertekening van haar akten;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 26 september 2019 tot regeling van de werking van de Waalse Regering;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 20 maart 2020 betreffende de toekenning van compensatievergoedingen in het kader van de maatregelen tegen het coronavirus COVID-19;

Gelet op het rapport van 18 maart 2020, opgemaakt overeenkomstig artikel 3, 2°, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 26 maart 2020;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 26 maart 2020;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, lid 1;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Gelet op het overleg tussen de Regeringen van de bevoegde gefedereerde entiteiten en de bevoegde federale overheden in de Nationale Veiligheidsraad, die vergaderde op 10, 12 en 17 maart 2020;

Gelet op de ministeriële besluiten van 13, 18 en 23 maart 2020 houdende dringende maatregelen om de verspreiding van het coronavirus COVID-19 te beperken, gewijzigd, wat betreft het ministerieel besluit van 23 maart 2020, bij het ministerieel besluit van 24 maart 2020;

Gelet op artikel 191 van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie, dat het voorzorgsbeginsel huldigt in het kader van het beheer van een internationale gezondheids crisis en de actieve voorbereiding op de potentialiteit van deze crises; dat dit beginsel inhoudt dat het, wanneer een ernstig risico zich allerwaarschijnlijkst voor kan doen, de publieke overheden toekomt, dringende en voorlopige maatregelen aan te nemen;

Gelet op de verklaring van de WGO in verband met de kenmerken van het coronavirus COVID-19, in het bijzonder de sterke besmettelijkheid en het sterfelijkheidsrisico;

Overwegende dat de WGO op 11 maart 2020 het coronavirus COVID-19 als een pandemie gelabeld heeft;

Overwegende dat de WGO op 16 maart 2020 zijn dreigingsniveau voor het coronavirus COVID-19, die de wereldeconomie destabiliseert en zich snel over de wereld verspreidt, naar de hoogste graad heeft opgetrokken;

Gelet op de verspreiding van het coronavirus COVID-19 op Europees grondgebied en in België;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid en het gezondheidsrisico dat het coronavirus COVID-19 voor de Belgische bevolking inhoudt;

Overwegende dat het, om de verspreiding van het virus te vertragen en te beperken, nodig is onmiddellijk de in overweging genomen maatregelen te bevelen, welke onontbeerlijk blijken op vlak van volksgezondheid;

Overwegende dat het gevaar zich over het grondgebied van alle landen verspreidt; dat het in het algemeen belang is dat er samenhang gegeven wordt aan de getroffen maatregelen om de openbare orde in stand te houden, zodat de doeltreffendheid ervan hoogst mogelijk is;

Overwegende dat de rechtstreekse en onrechtstreekse gevolgen van de crisis een beheer op gewestelijk niveau vereisen;

Overwegende dat de crisis de economische activiteit op het grondgebied van het Waalse Gewest kan vertragen;

Overwegende dat het bijgevolg passend is de nodige maatregelen te nemen om de ondernemingen te ondersteunen;

Overwegende dat de dringende noodzakelijkheid verantwoord is;

Op de voordracht van de Minister van Economie;

Na beraadslaging,

Besluit :

**Artikel 1.** Artikel 1, eerste lid, 3°, van het besluit van de Waalse Regering van 20 maart 2020 betreffende de toekenning van compensatievergoedingen in het kader van de maatregelen tegen het coronavirus COVID-19 wordt aangevuld als volgt: "en die, gelet op zijn beroepsinkomen, bijdragen aan het Rijksinstituut voor de Sociale Verzekeringen der Zelfstandigen (RSVZ) moet betalen."

**Art. 2.** In artikel 4 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen ingevoerd :

1° in het eerste lid worden de woorden "voor wat betreft de perswinkels" ingevoegd tussen de cijfers "47.62" en de woorden "en 47.73";

2° in het eerste lid, 5°, vervallen de woorden "met uitzondering van 96.021";

3° het tweede lid wordt aangevuld als volgt :

"personenvervoer te land binnen steden of voorsteden vermeld in de subklassen 49.310 van de NACE-BEL-code, wassen en poetsen van motorvoertuigen vermeld in de subklassen 45.206 van de NACE-BEL-code, autorijscholen vermeld in de subklassen 85.531 van de NACE-BEL-code alsook voor de evenementensector vermeld in de subklassen 82.300, 74.109, 90.023, 77.392 en 77.293 van de NACE-BEL-code";

4° het derde lid wordt opgeheven;

5° in het vierde lid worden de woorden "De in de leden 1, 2 en 3 bedoelde compensatievergoeding" vervangen door de woorden "De in de leden 1 en 2 bedoelde compensatievergoeding";

6° tussen het vierde en het vijfde lid wordt een nieuw lid ingevoegd, luidend als volgt: "de betaling van de vergoedingen door een externe dienstverlener wordt toegestaan in afwijking van artikel 21, § 1, tweede lid, van het decreet van 15 december 2011 houdende organisatie van de begroting, de boekhouding en de verslaggeving van de Waalse openbare bestuurs eenheid";

7° in het vijfde lid worden de woorden "in het eerste lid, 2 en 32" vervangen door de woorden "in het eerste en het tweede lid".

**Art. 3.** Dit besluit heeft uitwerking op 14 maart 2020.

**Art. 4.** De Minister van Economie is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 26 maart 2020.

Voor de Regering :

De Minister-President,

E. DI RUPO

De Minister van Economie, Buitenlandse Handel, Onderzoek, Innovatie, Digitale Technologieën,  
Ruimtelijke Ordening, Landbouw, het "IFAPME", en de Vaardigheidscentra,

W. BORSUS

---

---

## OFFICIELE BERICHTEN — AVIS OFFICIELS

---

### GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN

#### VLAAMSE GEMEENSCHAP — COMMUNAUTE FLAMANDE

##### VLAAMSE OVERHEID

##### Mobiliteit en Openbare Werken

[C – 2020/30440]

**27 MAART 2020. — Gezamenlijke Bekendmaking nr. 03-2020  
Bijkomende maatregelen tegen verspreiding coronavirus**

Permanente Commissie van Toezicht op de Scheldevaart,  
Gemeenschappelijk Nautisch Beheer, Scheldegebied.

De Nederlandse Rijkshavenmeester Westerschelde, tevens Hoofdingenieur-directeur Rijkswaterstaat Zee & Delta en de administrateur-Generaal van het Agentschap Maritieme Dienstverlening en Kust maken het volgende bekend:

*dat* er een sterke intentie bestaat vanuit de beide loodswezens en de ondersteunende diensten om elkaar te helpen en ondersteunen voor het vrijwaren van de nautische keten inzonderheid in tijden van coronabestrijding;

*dat* op vandaag de politieke uitgangspunten in Vlaanderen en Nederland qua sociaal gedrag sterk gelijklopend zijn, in die mate dat ze dezelfde bescherming kunnen garanderen aan de personeelsleden van beide loodswezens en de ondersteunende diensten;

*dat* er in België een zeer streng toezicht bestaat op de toepassing van alle coronamaatregelen waaronder de algemene regel van *social-distancing*.

*dat* er een mechanisme is afgesproken om de maatregelen en hun toepassing permanent bij te sturen in functie van wijzigende omstandigheden in de aanpak van de coronacrisis.

*dat* de Nederlandse Rijkshavenmeester Westerschelde, tevens Hoofdingenieur-directeur Rijkswaterstaat Zee & Delta en de administrateur-Generaal van het Agentschap Maritieme Dienstverlening en Kust de beide loodsdiensten hebben verzocht gezamenlijke maatregelen te treffen;

*dat* de beide loodsdiensten daarop het volgende pakket aan uniforme maatregelen hebben vastgesteld:

1. Dat de Vlaamse en Nederlandse loodsdienst maximale inspanning zullen leveren om aan boord van alle loodsvaartuigen de '*social distancing*' van 1,5 m te hanteren.

Dit vertaalt zich in de aanwezigheid en gezamenlijk gebruik van:

- Vlaamse en Nederlandse redebotten: max. 3 loodsen (+ 3 bemanningsleden);
- Nederlandse en Vlaamse tenderswaths: max. 6 loodsen;
- Vlaamse loodsboot-tender: max. 8 loodsen;